

# CONTRATOM

*«C'est un pur hasard si la fusion du coeur n'a pas eu lieu.»*

Lars-Olov Höglund, spécialiste de la centrale de Forsmark



## **Coup de poker**

à la centrale nucléaire de Forsmark en Suède:

**l'Europe passe à deux doigts de la catastrophe !**

## Merci Solange

«*La vérité sur la catastrophe sanitaire de Tchernobyl, et les risques inacceptables de la technologie nucléaire doivent enfin être révélés. Notre planète bleue a reçu un coup dur avec Tchernobyl. Un deuxième Tchernobyl, que personne ne peut exclure, doit absolument être empêché. Il n'y a qu'un seul remède: supprimer les centrales nucléaires avant qu'elles ne nous suppriment.*» Solange Fernex, conférence «15 ans après Tchernobyl», Berne, 24 avril 2001.



L'auteur de ces lignes, Solange Fernex est décédée le 11 septembre 2006, des suites d'un cancer. Membre active du Réseau français «Sortir du Nucléaire», Présidente de la section française de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, ancienne députée écologiste européenne, Solange a énormément

donné à la cause antinucléaire. Avec son mari Michel Fernex, médecin, et quelques ami-e-s, elle a créé le 27 avril 2001 l'Association «Enfants de Tchernobyl Belarus» qui apporte un soutien aux scientifiques indépendants, aide les enfants malades des régions contaminées du Belarus suite à la catastrophe de Tchernobyl et diffuse toute information sur les conséquences de celle-ci.

Nous adressons à sa famille nos très sincères condoléances.

Pour lui rendre hommage, nous vous invitons à lire le livre d'Elisabeth Schultess: «Solange Fernex, l'insoumise - Ecologie, Féminisme et non violence.» Ed. Yves Michel. Livre de 212 pages : 16 euros, port compris. Les droits d'auteur de cet ouvrage sont intégralement reversés à l'association «Les enfants de Tchernobyl Bélarus».

A commander à : Réseau «Sortir du nucléaire» 9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de «Sortir du nucléaire»).

## sommaire du n° 83

Editorial	3
Accident en Suède	4 - 6
Pétition et référendum	6
Retombées de Tchernobyl	7
Résistance à Bure	8-9
Guerre nucléaire au Liban	9
Vie de l'association	10-11
Liban-Palestine	12

### CONTRATOM

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

**022 740 46 12**

[www.contratom.ch](http://www.contratom.ch)

[info@contratom.ch](mailto:info@contratom.ch)

**N'hésitez pas à appeler notre secrétariat pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.**

*Ont participé à la réalisation de ce numéro:*

Fabienne GAUTIER

Anne-Cécile REIMANN

Pierre VANEK

Tirage 1300 exemplaires

Imprimerie du Lion

Cotisation annuelle (comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement: 30.- F

Soutien: 60.- F ou plus...

Le CCP de ContrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

**Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent.**

CCP 12-13446-0

## Découvrez et faites découvrir la revue

**S!ence**  
Ecologie • Alternatives • Non-violence

**Abonnement-découverte: 25.- FS**  
les 6 premiers numéros.

**Abonnement d'un an: 60.- FS**  
les 12 numéros.

**Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à:**

**ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8**

**en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai. Vous pouvez aussi payer directement sur le CCP: 17-497696-4**

**ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève**



Chères, chers ContrAtomistes,

On l'a échappé belle le 25 juillet dernier lorsque le réacteur nucléaire de Forsmark, en Suède, a été stoppé brusquement à la suite d'une panne d'électricité, provoquée elle-même par un court-circuit sur le réseau extérieur de la centrale! La totalité des écrans de la salle de contrôle se sont éteints et les opérateurs se sont retrouvés privés de commande! Quatre générateurs électriques de secours ont alors été suscités pour alimenter en électricité le système de refroidissement du réacteur mais aucun n'a démarré spontanément et il a fallu 23 minutes à l'équipe pour finalement arriver à démarrer manuellement deux d'entre eux!

Un spécialiste de centrales a avoué à la presse suédoise que sept minutes plus tard, le coeur du réacteur aurait à coup sûr commencé à fondre. « C'est un pur hasard s'ils ont pu en reprendre le contrôle. Il s'agit de l'événement le plus dangereux depuis Three Mile Island et Tchernobyl! » a-t-il ajouté.

Le plus inquiétant dans cette affaire, c'est que cette centrale suédoise venait d'être reconnue comme l'une des plus sûres au monde par l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Nucléaire). Or voilà la preuve faite qu'un simple court-circuit peut mener la centrale la plus sûre du monde à la catastrophe. Quelle angoisse! Combien d'avertissements, combien d'incidents, combien de signaux d'alarme faudra-t-il encore pour qu'on admette enfin que la technologie nucléaire fait courir des risques incommensurables à l'humanité et qu'il est urgent d'en sortir au plus vite?

Force est de reconnaître que le caractère gravissime de l'événement n'a pas provoqué beaucoup d'échos dans les médias, ce qui n'est pas étonnant: on surfe en pleine vague de projets de relance du nucléaire, ce n'est vraiment pas le moment d'inquiéter le bon peuple!

Discretion aussi concernant les incidences de la canicule de juillet dernier sur le fonctionnement des centrales nucléaires. En France en particulier, où les centrales ont dû réduire leur production parce que les fortes températures ont surchauffé l'eau des fleuves qui ne pouvait plus dès lors réfrigérer les installations dans de bonnes conditions. Or, le réchauffement climatique n'est malheureusement pas prêt d'être stoppé et les canicules vont devenir monnaie courante dans le futur. Du coup, l'industrie nucléaire va être mise en grande difficulté entraînant de graves risques de pénurie, d'accident et de dommage à la nature.

On le voit bien, le constat est sans appel, l'option nucléaire est dans l'impasse et pourtant le lobby atomique s'obstine. A nous de trouver les moyens de lui faire barrage! La société civile a plus que jamais son rôle à jouer dans cette histoire. Si elle se montre forte et déterminée, elle finira par l'emporter. Quand la pression venue d'en bas est forte, ceux d'en haut finissent toujours par céder! Le pouvoir est aussi dans la rue, alors allons-y!

Prochaines échéances:

- Empêcher la construction du réacteur EPR à Flamanville, en Normandie, prévue pour 2007. Des manifestations décentralisées seront organisées dans toutes la France en mars de l'an prochain.
- Empêcher par tous les moyens l'enfouissement des déchets nucléaires où que ce soit (Bure, Benken ou ailleurs): manifs, référendums, interpellations parlementaires etc.
- Se battre contre la libéralisation-privatisation des marchés de l'électricité (LMEbis) qui entraînerait inmanquablement de dramatiques lacunes sur le plan de la sécurité, la rentabilité devenant peu à peu le seul critère à respecter!

Non, la lutte antinucléaire n'est pas un combat d'arrière-garde, comme on l'entend dire parfois! C'est un combat d'actualité de toute première importance qui mérite l'engagement effectif de chacun et de chacune d'entre nous!

Chères, chers ContrAtomistes, merci d'être avec nous!

*Anne-Cécile Reimann*

# Bouilloire atomique en panne: à deux doigts d'un Tchernobyl bis

**Le 25 juillet 2006, peu avant 14h00, on est peut-être passé à deux doigts d'un nouveau Tchernobyl, en Europe de l'Ouest cette fois-ci. Nous revenons sur cette «presque catastrophe» qui vient jeter son ombre sur les projets de relance du nucléaire en Europe et qui – en conséquence – n'a guère fait la une des médias cet été.<sup>1</sup>**

Les événements ont eu pour cadre la centrale nucléaire de Forsmark en Suède. Ça vous dit quelque chose? Située à 1600 km de Tchernobyl, c'est en effet le fait que son personnel ait été contrôlé et jugé contaminé en arrivant au travail en 1986, le lundi matin suivant la catastrophe en Ukraine, qui a alerté l'Europe de l'Ouest quant à ce qui s'était passé en Union soviétique.

La centrale est située à 150 kilomètres environ de Stockholm, sur la côte est de la Suède. Elle livre, en temps normal, un sixième de l'électricité produite dans le pays et elle comporte, en annexe, un important site de stockage de déchets radioactifs dits «opérationnels», c'est-à-dire la multitude de déchets contaminés engendrés par l'industrie nucléaire, en sus du combustible «brûlé». Sa construction a été commencée en 1972 et ses trois réacteurs ont été mis en service successivement au début des années 80. Il s'agit de trois réacteurs à eau bouillante (BWR), comme le sont aussi les centrales suisses de Mühleberg et de Leibstadt.

## Centrale la plus sûre du monde?

A la différence du réacteur à eau pressurisé, le réacteur à eau bouillante n'a qu'un seul circuit primaire de vapeur. L'eau bout au sommet du réacteur puis va directement dans la turbine, subit une condensation et retourne dans le réacteur. Ainsi, il n'y a pas d'échange thermique entre deux circuits séparés comme dans un réacteur à eau pressurisée (PWR). Comme les réacteurs à eau pressurisée, ce type d'engin dépend de systèmes de sécurité actifs, rapides et... si possible sûrs. Les BWR appellent d'ailleurs des systèmes de régulation

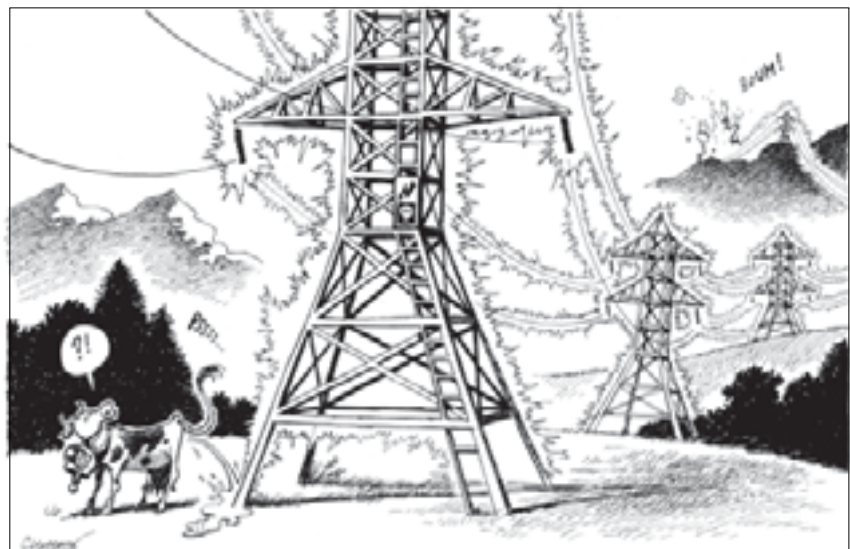
plus complexes que les PWR et posent nombre de problèmes de sécurité spécifiques.<sup>2</sup>

On est, dans la réalité, loin de l'image d'auto-promotion de la centrale de Forsmark qui, dans sa brochure de présentation, banalise ces questions en titrant «*Un réacteur nucléaire est en fait juste une grosse bouilloire*»<sup>3</sup>. Mais il est indéniable par contre, qu'aux yeux de l'industrie nucléaire

centrales de par le monde qui sont forcément moins sûres, du moins si on en croit l'AIEA.

## Black-out en salle de contrôle !

Pour en venir aux faits: la catastrophe potentielle a démarré à l'occasion de travaux de maintenance sur le réseau électrique extérieur à la centrale. La flamme d'un arc électrique et un court-circuit – d'origine



*L'incident a été provoqué par une perturbation du réseau électrique général*

et de ses promoteurs, Forsmark était un bijou exemplaire. L'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) – citée par l'exploitant dans la même brochure datant de l'an dernier seulement – est catégorique: «*La centrale de Forsmark est l'une des plus sûres au monde et il devrait être possible de la faire fonctionner encore pendant 50 ans.*»

A la lumière de l'accident évité de justesse à Forsmark, on comprend mieux la volonté du lobby nucléaire d'escamoter l'information sur les risques que révèle celui-ci... dans toutes les autres

encore inconnue – dans un poste de distribution à haute tension, situé à l'extérieur de la centrale, a déstabilisé et interrompu l'alimentation électrique interne de la centrale ainsi que celle de ses systèmes de contrôle et de sécurité.

Ecrans noirs et commandes mortes dans la salle de contrôle: les opérateurs se sont retrouvés sans ordinateurs, ni instruments de mesure en état de marche. Et surtout, pour éviter la fusion du cœur du réacteur et un nouveau Tchernobyl, la mise en route des pompes de refroidissement

dépendait du basculement – théoriquement automatique – de leur alimentation sur les générateurs diesel de secours. En principe régulièrement testés et contrôlés.

### Batteries en panne

Mais ce système n'a pas fonctionné normalement, deux de ces générateurs diesel ne se sont pas mis en service. Il semblerait en effet que leurs batteries aient été affectées par le court-circuit initial, alors que ce système de secours est bien entendu censé être entièrement indépendant du réseau «normal». Ainsi, les différents circuits électriques de la centrale se sont comportés de manière instable et erratique pendant bien trop longtemps.

En conséquence, la température du cœur du réacteur est montée en flèche, le niveau d'eau dans le circuit primaire a baissé de plus de deux mètres et la pression de celui-ci est descendue à 12 bars au lieu des 70 bars à laquelle il devrait normalement se maintenir.

L'alimentation électrique de secours n'a pu être rétablie qu'après plus de 23 minutes, après que les deux générateurs diesel défaillants aient été mis en service – ceci manuellement! – et il a fallu, officiellement, trois quarts d'heure pour que les opérateurs puissent confirmer que le réacteur atomique était engagé dans la voie d'un arrêt stable.

### La dernière barrière a failli sauter

Un spécialiste, Lars-Olov Höglund, qui a dirigé à l'époque la construction du réacteur et la centrale elle-même, et qui connaît donc la machine de l'intérieur, a pu ainsi déclarer aux médias<sup>4</sup> les jours suivants que c'était «*le hasard qui a évité que la fusion du cœur ne se produise*» et qu'il s'agissait de «*l'évènement le plus dangereux depuis Three Mile Island et Tchernobyl.*» Un autre observateur averti, Ole Reiestad, directeur de l'Institut norvégien de protection contre les rayonnements ionisants a confirmé qu'on était «*passé près de la catastrophe et près de la dé-*

*faillance de la dernière barrière de sécurité.*»<sup>5</sup>

L'autorité de surveillance officielle suédoise (SKI) a mis à l'arrêt quatre autres centrales du même type et c'est de la moitié de sa production électronucléaire dont la Suède est encore privée. Le SKI admet par ailleurs que «*la découverte que les fonctions de sécurité se sont avérées être liées entre elles d'une manière délicate est extrêmement grave*».<sup>6</sup>

Mais, tout en affirmant n'être pas en mesure de se prononcer sur la gravité comparée de l'«incident» à Forsmark, cette autorité a paradoxalement accepté qu'il soit classé au niveau 2 de l'échelle officielle des accidents nucléaires qui en compte sept, un niveau somme toute assez «banal». Ceci en arguant essentiellement que – in fine – l'accident n'a pas eu lieu (il n'y a pas eu d'émissions dans l'environnement) et donc que «*les systèmes de sécurité activés ont été suffisants.*» C'est un peu comme si un juge considérait comme un fait bénin une tentative d'assassinat, et refusait de saisir l'arme du crime, parce que la balle du tueur n'avait fait «que» frôler la victime potentielle et que, somme toute, celle-ci en était sortie parfaitement indemne !

### Y'en a point comme nous!

En Suisse aussi on s'est voilé la face. L'autorité de sûreté helvétique (DSN) affirmait début août que «*nous n'utilisons pas les mêmes systèmes de générateurs de secours qu'en Suède. Du coup, nous n'avons pas exigé de mesures immédiates.*»<sup>7</sup> Comme en Allemagne, d'ailleurs, d'où provenaient les systèmes défaillants de générateurs de secours, on ré-entonne partout du côté du lobby nucléaire le fait que tout est différent «chez nous». «*Les composants techniques utilisés par Forsmark, n'existent pas en Allemagne*» a ainsi déclaré le ministre de l'environnement Sigmar Gabriel (SPD) dans une conférence de presse à Berlin début août<sup>8</sup>.

Ce réflexe de défense pavlovien est particulièrement malvenu. Il cherche à cacher la forêt du risque nucléaire derrière l'arbre des spécificités de tel

ou tel incident ou dispositif. La réalité crue, c'est que c'est précisément la complexité des systèmes nécessaires pour tenter de «sécuriser» tout réacteur nucléaire, qui constitue la source de l'impossibilité de garantir un «risque zéro» et même d'évaluer le risque de manière sérieuse. Or **l'enjeu énorme d'une catastrophe nucléaire fait que cette «roulette russe» qu'est l'exploitation de réacteurs atomiques est inadmissible: un accident majeur pourrait, en effet, entraîner un million de morts et des évacuations nécessaires à hauteur de surfaces deux ou trois fois supérieures à celle de la Suisse !**

### Un signal d'alerte à ne pas ignorer

Mais la presque-catastrophe de Forsmark – indépendamment de ses causes techniques immédiates – est un signal qui vient d'une certaine manière à point nommé. Il a en effet été déclenché par une perturbation du réseau électrique général. Ce n'est pas étonnant: l'organisme de contrôle du nucléaire étatsunien (NRC)<sup>9</sup> estime par exemple que 50% des scénarios menant à la fusion du cœur d'un réacteur ont une même cause: la coupure de courant du réacteur !

Or chacun le sait et nombre d'incidents sont venus le démontrer, jusqu'à la coupure de courant pour tout le Nord de l'Italie en 2003 due à la chute d'un arbre sur une ligne à haute tension en Suisse, la volonté de privatiser-libéraliser le secteur électrique, se traduit – pour différentes raisons – par une instabilité accrue des réseaux, qui vient aggraver le risque causé par la pression due au «tout-au-marché» et conduisant à une exploitation prolongées des installations atomiques pour des raisons financières, bien au-delà de leurs durées de vie initialement prévues.

### Le marché contre la sécurité

En Suisse, l'un de ces facteurs inquiétants des effets de la libéralisation sur le nucléaire a même été relevé cet été par ... la commission fédérale de sécurité des installations nucléaires. Walter Wildi, président de celle-ci, tout en

réaffirmant la ritournelle officielle selon laquelle «un incident comme celui de Suède est impossible en Suisse», a en effet admis que «des fluctuations brusques sur le réseau [...] ne sont pas bonnes pour le nucléaire» et qu'il était donc indispensable pour y remédier «d'agir sur la coordination du réseau énergétique.» Or dit-il: «La commission a l'impression que la coordination technique va être moins bonne en raison de la libéralisation croissante du marché électrique.»<sup>10</sup>

### Un argument antinucléaire pour se battre contre la LME-bis

Au moment où nous mettons sous presse, on apprend que trois des quatre réacteurs arrêtés en Suède, dont bien sûr celui de Forsmark, sont encore à l'arrêt. L'autorité de sûreté suédoise a maintenu leur fermeture sine die, en attendant un certain nombre de modifications aux systèmes de sécurité, notamment en matière d'indépendance réelle des différents circuits électriques de la centrale. Dans la foulée, le gouvernement suédois a annoncé son intention de tenir une «conférence internationale sur la sécurité nucléaire» pour échanger des expériences «sur la manière dont le risque d'incidents comme celui de Forsmark » pourrait être évité.<sup>11</sup> Gageons que même cette initiative avortera, en effet, le lobby nucléaire n'a aucun intérêt à ouvrir un réel débat international sur la sécurité, ou plutôt l'insécurité, atomique, encore moins de le faire à l'enseigne d'un presque-accident qu'elle s'empressera d'essayer d'oublier... Ce travail-là, c'est malheureusement, au mouvement anti-nucléaire de le mener, en Suisse comme à l'échelle internationale.

#### Pierre VANEK

- 1 Pour s'informer directement une excellente source le site: [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)
- 2 Nuclear Reactor Hazards (avril 2005) commandée par Greenpeace et disponible en ligne
- 3 Information about Forsmark, Ed. Forsmarkkraftsgrupp – 2005
- 4 TAZ et Svenska Dagbladet 3.8.06
- 5 TAZ 3.8.06
- 6 V. leur site: [www.ski.se](http://www.ski.se)
- 7 Tribune de Genève 11.8.06
- 8 Le Figaro, 10.08.06
- 9 NRC – Nuclear Regulatory Commisison
- 10 Swissinfo, 5.8.06
- 11 [www.thelocal.se](http://www.thelocal.se)

# Pétition et référendum

**Bravo les ContrAtomistes, vous avez été d'une efficacité remarquable dans la récolte des signatures autant pour la pétition «Un million d'Européens exigent l'abandon de l'énergie nucléaire», que pour le référendum qui combat la modification de la loi sur l'affichage à Genève.**

Pour la **pétition européenne** ce ne sont pas moins de 1100 paraphe que nous allons transmettre ces jours-ci à Atomstopp en Autriche, qui s'occupe de regrouper toutes les signatures et de les remettre à la Commission

La prochaine étape sera de gagner la votation sur cette affaire qui aura vraisemblablement lieu en mars 2007. La formulation de ce vote va sans doute poser quelques problèmes de compréhension parmi le public, car pour sau-



Un référendum contre le privilège des riches en matière d'affichage

européenne. Pour plus d'information: [www.millionagainstnuclear.net](http://www.millionagainstnuclear.net)

En ce qui concerne le **référendum pour sauver l'affichage libre**, vous avez aussi fourni un bel effort en nous retournant un maximum de signatures. Grâce à l'engagement de toutes les parties concernées, ce ne sont pas moins de 8562 signatures qui ont été remises à la Chancellerie le 31 juillet dernier (il en fallait au minimum 7000). Parmi tous les groupements et associations engagés dans cette campagne, ContrAtom avait annoncé qu'elle récolterait minimum 200 signatures. Nous en avons recueillies 1064, dont la moitié grâce aux retours des formulaires insérés dans le dernier numéro de ContrAtom.

Merci de tout coeur pour ce bel effort. Nous sommes vraiment heureux de pouvoir compter sur l'engagement effectif des ContrAtomistes !

ver l'affichage libre, il faudra voter NON à la modification de la loi. A nous d'organiser une campagne claire pour contrer cette loi restrictive qui entrave largement la pratique d'une démocratie participative. Rappelons que la teneur de cette loi permet dorénavant d'amender de Fr 100.- à Fr. 60.000.- les annonceurs d'événements (associations et commerciaux) lors d'affichage libre, même au ruban adhésif! C'est inadmissible car pour toutes les associations qui ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour s'offrir les services de la Société générale d'affichage, l'affichage libre constitue un moyen très efficace pour informer la population de manière libre et gratuite.

Avec votre aide, une première étape victorieuse vient d'être franchie! Merci !

**Anne-Cécile**

# Retombées de Tchernobyl: tous les coups sont permis

**Après les plaintes des malades de la thyroïde et de la CRIIRAD, il appartient désormais à la justice française d'établir s'il y a eu négligence des autorités ou volonté délibérée de minimiser l'impact de l'accident de Tchernobyl sur le pays.**

En France, l'ancien responsable du Service de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), Pierre Pellerin, a été mis en examen le 31 mai 2006 dans le cadre de l'enquête sur le passage en France du nuage de Tchernobyl en 1986. Le SCPRI avait pour mission de surveiller le niveau de contamination du territoire et d'alerter en cas de problème le ministère de la santé. Or, le 29 avril 1986, 3 jours après l'accident, il affirmait: «Aucune radioactivité anormale n'a été vue dans notre pays.»

De ce fait, aucune directive n'avait été édictée à l'époque dans l'hexagone pour protéger la population et, en 2001, 471 personnes ont déposé une plainte pénale contre X, estimant avoir été victimes de tromperie. L'association française des malades de la thyroïde et la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité) sont également plaignants dans cette affaire.

En 2001, la CRIIRAD publiait un «Atlas des contaminations radioactives». Sur la base de plus de 3000 mesures réalisées partout en France, elle mettait en évidence une contamination très élevée pour tout le pays et principalement pour les régions orientales et la Corse.

## Manipulations révélées

Dans ce contexte, l'Académie des sciences rendait publique, en 2003, une « Mise au point historique » sur Tchernobyl. Ce document, signé par 3 éminents professeurs, venait apporter son soutien à la thèse du SCPRI et était censé invalider celle de la CRIIRAD et dédouaner Pierre Pellerin.

Or, les écoutes téléphoniques mises en place dans le cadre de l'enquête viennent de révéler de manière formelle que les 3 experts ne sont en réalité

que des prête-noms et que le document a été intégralement rédigé par ... Pierre Pellerin lui-même.

Cette persistance dans la désinformation de la part des défenseurs du nucléaire, entretenue au plus haut niveau de la hiérarchie, appelle à la vigilance. En Suisse aussi, les autorités de l'époque ont suivi les recommandations d'un «éminent spécialiste» et la protection de la population a été réduite au strict minimum, quoique prétende aujourd'hui l'ancien responsable de la

sécurité nucléaire, qui continue d'ailleurs de sévir en toute impunité, avec la complicité des médias. En effet, le 25 avril dernier, Serge Prêtre déclarait au journal de la Télévision Suisse Romande: «Nous avons été touchés par un nuage qui avait perdu déjà 99% de sa radioactivité, (...) on n'était pas dans une situation d'urgence». (Voir encadré)

A quand une plainte des victimes de Tchernobyl en Suisse?

*Fabienne Gautier*

### 25 avril 2006 – Télévision Suisse Romande – Journal – Interview de Serge Prêtre, ancien responsable de la sécurité nucléaire. Extraits:

La journaliste: - «Demain ce sera le jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. Une triste commémoration dont on se souvient en Suisse, même si notre pays estime qu'un tel accident n'aurait jamais pu avoir lieu ici. Selon la Direction principale de la sécurité des installations nucléaires, la Suisse a tiré toutes les conséquences de cette catastrophe. Elle a notamment renforcé la sécurité des centrales suisses.

Nous retrouvons maintenant en direct de Zürich M. Prêtre. M. Prêtre, vous avez été l'un des témoins clé à l'époque. Vous vous êtes occupé en Suisse des retombées de Tchernobyl. Alors, qu'est-ce qui a changé en 20 ans. Est-ce qu'on a vraiment fait des progrès?»

Serge Prêtre: - «Beaucoup de choses ont changé en 20 ans. D'abord, au point de vue de la sûreté nucléaire, on a commencé à apprendre à découvrir les réacteurs soviétiques et en particulier le réacteur RBMK qui a eu l'accident à Tchernobyl et nous avons appris à voir le détail de ces réacteurs. Nous avons constaté qu'un tel type de réacteur ne serait pas acceptable en Suisse, ni dans aucun pays occidental. (...)

Concrètement, (...) **il y a des espaces protégés pour la population et des tablettes d'iode ont été distribuées jusqu'à 20 km de distance.** Beaucoup de choses ont été améliorées. Du point de vue de la sécurité, les améliorations vont dans la direction **d'abord de plus prévenir l'accident, ensuite de maîtriser l'accident s'il se produit quand même. Il s'agit ensuite de réduire les conséquences si cet accident ne pouvait être maîtrisé complètement.**

La journaliste: - «Alors, Serge Prêtre, en Suisse aussi il y a 20 ans il a fallu laver les salades, laver les pommes de terre. Il y a eu beaucoup de recommandations à la population».

Serge Prêtre: - «Oui, il y a beaucoup de recommandations. Mais il faut dire que **nous avons été touchés par un nuage qui, le long du chemin avait perdu déjà 99% de sa radioactivité.** Donc, c'était le reste d'un nuage radioactif qui se déposait sur la Suisse et il a fallu décider si l'on donnait des **interdictions**, mais **on n'était pas dans une situation d'urgence.** On a donc choisi de donner des **recommandations** par exemple de ne pas boire d'eau de citerne, de ne pas boire de lait de brebis ni de fromage de brebis, de ne pas boire de lait frais pour les enfants en bas âge et les femmes enceintes. (...)

(Vous pouvez visionner le tout sur Internet: [www.swisspolitics.org/fr/news/index.php?page=dossiers\\_inhalt&dossier\\_id=37](http://www.swisspolitics.org/fr/news/index.php?page=dossiers_inhalt&dossier_id=37))



# Décibels contre la poubelle

Tel était le titre donné à la seconde édition du Festival de Bure (Meuse), organisé les 28, 29 et 30 juillet dernier par la Coordination Nationale des collectifs contre la future poubelle nucléaire souterraine en voie de construction sur ce plateau désertique situé à cheval entre Lorraine et Champagne. Plus de 1000 personnes avaient fait le déplacement pour faire la fête, certes, mais aussi et surtout pour manifester leur opposition à l'enfouissement des déchets radioactifs. Ce projet mortifère auquel il faut absolument faire barrage avant que l'irréparable ne soit commis !

Avant de laisser la plume à Chaïm qui a participé au festival, voici quelques rappels pour planter une nouvelle fois le décor :

**1994 : arrivée du projet de « laboratoire de recherches géologiques »** en vue de l'enfouissement des déchets hautement radioactifs à vie longue en Meuse/Haute-Marne. Durée de vie des déchets concernés : des milliers, voire millions d'années.

**1999 : lancement par décret du chantier de Bure** dans le sud meusien, à la limite de la Haute-Marne.

Jusqu'à fin 2004, seuls des travaux miniers de reconnaissance du terrain sont entrepris.

**2005 : les véritables travaux de recherches** s'effectuent sur le site de Bure, pendant **cette seule année**. Une année d'étude pour déterminer

si le sous-sol arrivera à contenir la radioactivité de déchets pendant des millénaires !

**15 juin 2006 : une nouvelle loi** reposant sur une argumentation scientifique pourtant controversée (failles dans les couches argileuses du sous-sol générant une circulation d'eaux potentiellement radioactives) est votée par une petite poignée de député-e-s à l'Assemblée Nationale. **Elle donne le feu vert à l'enfouissement**. Cette loi autorise donc l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) à poursuivre ses travaux de recherches dans le laboratoire actuel et fixe à 2015 la date du nouveau débat qui portera sur la question de la réversibilité après l'entreposage en profondeur (possibilité d'aller récupérer à tout moment les déchets enfouis). L'ANDRA va donc pouvoir mettre à profit ce laps de temps pour, sous couvert de pseudo recherches dans le laboratoire actuel, creuser de nouveaux puits dans une zone de 200 km au nord de Bure, processus marquant bien la décision d'enfouir impliquant le risque de contamination d'une bonne partie du territoire avec extension sous les vignes de Champagne jusqu'au bassin parisien du fait de la circulation souterraine des eaux issues des aquifères locaux.

**2015 : on entérinera officiellement et définitivement l'enfouissement** en statuant sur la durée d'une réversibilité hypothétique.

**2025 : mise en service du site déclaré opérationnel.**

Bien joué ! Seulement voilà : il faut compter avec la résistance sans faille des opposant-e-s à ce funeste projet. Sur place, on s'organise et avec quelle pugnacité ! **Une pétition** circule pour exiger que la population concernée soit consultée par référendum sur le sujet. Elle est signée par près de 60.000 personnes. Les militant-e-s ont rencontré personnellement chaque signataire en faisant du porte à porte dans plus de 500 communes !

« **Bure Zone Libre** » (BZL) c'est le nom de la maison que les opposant-e-s ont achetée pour en faire le véritable cœur de la résistance. Située dans le village même de Bure, au beau milieu de la zone délimitée par l'ANDRA pour y « poursuivre ses recherches », c'est-à-dire pour creuser son centre d'enfouissement. Autant dire que cette maison se trouve en première ligne pour combattre les fossoyeurs de Bure dans les années à venir.

Les travaux d'aménagement de BZL sont effectués par des bénévoles qui ne ménagent pas leur peine pour améliorer l'état des lieux.

A ContrAtom, nous sommes de tout cœur avec les résistant-e-s de Bure et avons plusieurs fois participé aux manifestations organisées sur place. Cette Terre c'est notre affaire à tous !

*Anne-Cécile*

## Un dépôt de déchets hautement radioactifs à Bure? Rien n'est encore joué

Ma fille et moi sommes allés à Bure en été 2006, pour revoir nos amis rencontrés là bas lors de la première manif et faire le point avec eux. Quel plaisir de voir tous ces antinucléaires, fermes et bien organisés, clairs et

cation des antinucléaires: plutôt que d'enterrer ces poisons terribles, à très longue durée de vie, bouillonnants de fureur radioactive, au moins stockez-les en attendant de trouver peut-être une meilleure solution, stockez-les de



*Cette maison est le coeur de la résistance au projet d'enfouissement à Bure*

modérés, tenir tête au pouvoir français, et avec une chance non négligeable de l'emporter en fin de compte! Quel plaisir pour moi aussi, sur un plan personnel, de voir que je pouvais encore dormir à la belle étoile et me réveiller sans trop de courbatures !

### Que de bonnes surprises

La bouffe et le camping étaient super bien organisés, le mouvement était clair: les militant-e-s sont en train de discuter avec les autorités, ils gagnent même un peu de terrain et ils se renforcent. Il n'est pas du tout impossible qu'ils gagnent pour finir : les procédures sont longues et coûteuses, il n'y aura pas de déchets à Bure avant 20 ans. Les experts de la CRIIRAD et des comités locaux ont en partie convaincu les autorités du site qu'il était urgent de repenser le projet, de manière à le rendre au moins partiellement réversible, une vieille revendi-

manière à pouvoir les récupérer et les retraiter, si un jour on apprenait à le faire ! Ca vaudra mieux que de les léguer aveuglément à nos descendants...

Nous avons rencontré Roland Desbordes, le président de la CRIIRAD, qui nous a très gentiment accueillis, nous avons parlé avec lui du plus grand succès de la CRIIRAD selon lui, un épisode que je connaissais mal, lorsqu'ils ont réussi à éviter que les normes de radioactivités soient abaissées pour la ferraille des casseroles par exemple, le gouvernement voulait obtenir qu'on puisse mettre un tout petit peu de déchets radioactifs dans la ferraille, en calculant que les gens n'en souffriraient pas puisque les taux seraient très bas. On sait que la polémique sur les petites doses a finalement fait reculer le gouvernement sur cette question.

*Chaim*

## Guerre nucléaire silencieuse au Liban?

D'après le journal « Il Manifesto » du 8 août et diverses sources d'information, Israël a bombardé le Liban avec des obus à tête d'uranium, entre autres armes de nouveau type et de destruction de masse.

L'attention est attirée sur l'extrême gravité de l'utilisation d'uranium en tête d'obus non seulement en Irak par les USA, mais récemment par Israël au Liban. Ce métal présente l'intérêt pour les militaires de permettre le percement des blindages, et de ne pas coûter cher, car sous-produit de l'industrie nucléaire civile, sous le nom d'«uranium appauvri», des stocks énormes s'accumulent issus des usines d'enrichissement (en France Eurodif), et du retraitement (La Hague) des combustibles nucléaires.

Mais il s'agit toujours d'uranium (appauvri en uranium 235, mais enrichi en uranium 238) dispersé en poussières très fines à la fois radiotoxiques et chimiotoxiques. Ce déchet nucléaire empoisonne l'environnement pour des milliards d'années, et cause cancers, leucémies, malformations congénitales et modifications du patrimoine génétique. C'est un crime contre l'humanité qui se déroule discrètement au dépend des populations locales. On retrouve ainsi le lien organique qui lie le nucléaire civil et le nucléaire militaire. *P. Péguin*

(Extrait du journal *Sortir du Nucléaire*, N°32, septembre 2006)

**Lire l'appel aux médecins et scientifiques en dernière page de ce journal.**

## Echos de l'Assemblée générale du 14 juin 2006

Dix-huit ContrAtomistes ont pris part à la traditionnelle assemblée générale de notre association qui s'est tenue à la salle Castafiore à Montbrillant.

Au cours de la soirée, le **rapport d'activités** présenté aux participants a permis de revenir sur les différents événements qui ont marqué l'exercice 2005/2006. En voici la teneur:

juin 2005: **ContrAtom participe au défilé à vélo** organisé par l'AS-PIC: une dizaine de ContrAtomistes ont formé un solide maillon antinucléaire en fin de cortège, avec banderoles, slogans et chansons. Il y a fort à parier que nous nous sommes fait remarquer tout au long du parcours. Expérience à renouveler!

3 août 2005: ContrAtom, par l'intermédiaire d'Anne-Cécile, **est interviewée durant 40 minutes à Radio-Cité**, l'occasion de faire le point sur l'état des lieux de la lutte antinucléaire en particulier à Genève.

Bons échos des personnes qui ont eu l'occasion d'entendre cette émission. Dommage que la parole ne soit pas donnée plus souvent aux antinucléaires dans les médias.

5 août 2005: une petite délégation de ContrAtom participe au rassemblement organisé par le Bureau International pour la Paix à l'occasion de la **commémoration des 60 ans de la destruction d'Hiroshima par le bombe atomique**. Un bon nombre d'antinucleaires japonais participent à cette manifestation (voir détail: ContrAtom, n°79, p. 5).

31 août 2005: une délégation de ContrAtomistes se rend, à l'**invitation des Services Industriels de Genève**, à une réunion d'un groupe de travail avec d'autres associations. C'était sympathique mais on ne sait

pas vraiment à quoi cela a servi. Aucun représentant des SIG n'était présent. Nous avons été auditionnés par une équipe de spécialistes de la communication, indépendants des SIG, chargés de faire un audit. On n'arrête pas le progrès!

24 septembre 2005: **manifestation à Bar-le-Duc contre l'enfouisse-**



**ment des déchets nucléaires** prévu à Bure dans la Meuse (6 heures de route aller, 6 heures retour!). Nous n'avons pas regretté notre voyage: ce fut une belle manif suivie par près de 6000 personnes venues des quatre coins du pays (Voir ContrAtom, n°79).

22 décembre 2005: ContrAtom, représentée par Gino Nibbio et François Bertrand, est reçue par le nouveau **délégué du canton en matière de radioprotection**, suite à une pétition de ContrAtom déposée en ... 1997 qui invitait les autorités genevoises à intervenir pour que soit réalisée une étude indépendante confiée à un organisme reconnu, afin d'établir un état des lieux complet concernant les différents **problèmes liés à la radioactivité au CERN** et leurs incidences éventuelles sur les travailleurs, la po-

pulation et l'environnement. Cette pétition avait été approuvée par le Grand Conseil en novembre 2000, et ce n'est qu'en avril 2004 que le Conseil d'Etat faisait enfin savoir qu'il refusait d'appliquer les mesures de contrôle que nous préconisons, sous toutes sortes de prétextes. Suite à ce refus, nous n'avons cessé de demander à être reçus par les autorités compétentes, demande enfin satisfaite par le rendez-vous du 22 décembre. Rencontre cordiale, mais aucune réponse cependant n'a été donnée aux nombreuses questions posées par ContrAtom. Motif: fraîchement parvenu à ses nouvelles fonctions, le préposé n'a pas eu le temps de se pencher sur le dossier! Affaire à suivre...

27 janvier 2006: Participation de ContrAtom à un rassemblement devant l'hôtel de ville à Genève pour protester contre la volonté de la majorité des député-e-s, manipulés par une faction des libéraux, de **faire capoter l'initiative «Eau - Energie:**

**notre affaire!**» consistant à demander l'inscription dans la Constitution genevoise du monopole de fait des SIG en matière de distribution d'eau, de gaz et d'électricité, afin d'en faire un monopole de droit.

2 février 2006: **ContrAtom assiste à la journée consacrée à Tchernobyl organisée par le programme interdisciplinaire en action humanitaire à l'Université de Genève**. Nous avons pu visionner le film «Chernobyl Heart» de Maryam Deleo qui nous a tous bouleversés, entendre Svetlana Alexievitch, auteure de «La Supplication», nous parler de la catastrophe de Tchernobyl et assister à une présentation consternante du programme CORE mené au Belarus avec notre argent par la DDC<sup>1</sup>. Ce programme apprend aux victimes de

Tchernobyl, condamnées à vivre en territoire contaminés, quelques techniques pour décontaminer les aliments et pour éviter de s'intoxiquer. Pas un mot n'a été prononcé au sujet de l'efficacité de la pectine de pomme et de l'action menée par l'Institut Belrad du professeur Nesterenko. En refusant de soigner les enfants avec des comprimés de Vitapect et en prenant la place de ceux qui, depuis de longues années, parviennent à des améliorations prouvées de la santé des victimes grâce à ce traitement, le programme CORE, mené conjointement par la DDC et le lobby nucléaire<sup>2</sup>, ment par omission. En effet, donner de la pectine aux enfants, cela équivaut à reconnaître qu'ils sont malades et c'est justement cela que les pronucléaires ne veulent pas. Leur message est le suivant: il est, somme toute, assez simple de survivre en territoire contaminé par un accident nucléaire, moyennant quelques règles d'alimentation. Conclusion: circulez il n'y a rien à voir.

15 avril 2006: trois intrépides ContrAtomistes mettent le **cap sur Cherbourg pour participer à la grande manifestation contre le projet de construction d'un réacteur EPR** (European pressurized water reactor) à Flamanville (Normandie). Ils en sont revenus trempés (le ciel nous est tombé sur la tête à Cherbourg ce jour-là), mais heureux d'avoir été de la partie car l'enjeu est de taille et nous concerne tous. Si nous laissons faire, la construction de ce nouveau réacteur pourrait débuter en 2007. Ce serait alors la porte ouverte au renouvellement du parc électronucléaire français. A Cherbourg, les organisateurs les plus optimistes attendaient 10.000 manifestant-e-s, leurs espoirs ont été largement dépassés puisque nous n'étions pas loin de 30.000 ! Il s'agit dès lors de maintenir la pression. Le pouvoir est aussi dans la rue, ne manquons pas les prochaines mobilisations contre l'EPR !

22 avril 2006: **participation de ContrAtom au lâcher de ballons à la centrale de Mühleberg** organisé par l'équipe du Comité romand «Sortir du Nucléaire». Trois mille ballons noirs parés du sigle radioactif furent gonflés devant la centrale, emprison-



nés sous des filets et libérés tous au même instant afin de créer une image de la formation d'un nuage radioactif et de déterminer ensuite sa dispersion après réception des cartes postales accrochées à chaque ballon. Cette action symbolique avait aussi pour but de rappeler la terrible catastrophe de Tchernobyl, les risques d'explosion des centrales nucléaires suisses et l'étendue possible de la contamination radioactive en cas d'accident.

25 avril 2006: ContrAtom participe à la **Journée de l'environnement organisée à l'Université** dans le cadre de la semaine du militantisme. Un stand, de la documentation, des panneaux à colorier (c'est aussi ça le militantisme!) et la projection des films «Le Sacrifice» et «Controverses nucléaires», suivie d'un débat, ont intéressé bon nombre d'étudiant-e-s.

26 avril 2006: **manifestation devant le Consulat de France à l'occasion de la commémoration de la catastrophe de Tchernobyl**. Ce rassemblement festif et chaleureux a été l'occasion pour les militant-e-s présents de renouer avec le désir de reprendre la lutte et de trouver ensemble la force et les moyens d'opposer encore et toujours une résistance farouche aux projets mortifères des nucléocrates qui se pressent au portillon (Voir ContrAtom, N°82, p. 6).

24 mai 2006: **pique-nique antinucléaire devant l'OMS** pour protester contre la teneur des rapports scandaleux de l'AIEA cosignés par l'OMS qui minimisent honteusement les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. A l'occasion de la 59ème Assemblée Mondiale de la Santé, ContrAtom a demandé une nouvelle fois, ainsi qu'elle l'avait déjà fait à trois reprises en février et mai 2001 et en mai 2002, appuyée alors par une pétition de près de 3000 signatures, que l'OMS reprenne ses droits sur l'information pour tout ce qui concerne les effets de la radioactivité sur la santé humaine et qu'elle ne soit plus soumise au contrôle de l'AIEA.

Tous les événements qui viennent de vous être contés figurent avec moult détails dans les numéros 79, 80, 81 et 82 de notre journal.

#### Anne-Cécile

1 *La Direction du développement et de la coopération (DDC) fait partie du Département fédéral des affaires étrangères. Elle coordonne la coopération au développement, la coopération avec l'Est ainsi que l'aide humanitaire de la Confédération.*

2 *Le programme CORE lancé en 2002 est un projet de réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl, il est coordonné par le CEPN, émanation du Commissariat français à l'énergie atomique (CEA), d'Electricité de France (EDF), de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et de la Cogema.*

# Armes nouvelles Liban-Gaza: appel aux médecins et scientifiques

De nombreux témoignages ont désormais été recueillis par des hôpitaux, témoins, artificiers, journalistes, soulevant des doutes très graves sur certains épisodes de l'offensive israélienne au Liban et à Gaza.

En plus de la **dispersion d'uranium appauvri et des dommages écologiques importants** dus aux carburants et substances chimiques répandus suite aux bombardements d'usines et de dépôts, **les récits et les images qui montrent «des symptômes étranges et inconnus»** suscitent une préoccupation particulière.



On parle de corps dont les tissus sont nécrosés mais qui n'ont pas de blessures apparentes, de corps apparemment «rape-tissés», de blessés dont les jambes continuent à se nécroser malgré l'amputation et qui meurent, des cas ont été décrits de blessures internes comme celles provoquées par une explosion, mais sans traces d'éclats, ou bien de cadavres noircis alors qu'ils ne sont pas brûlés, ou d'autres qui avaient été apparemment blessés mais ne semblaient pas avoir saigné.

Tout cela suggère **la possibilité que des armes nouvelles aient été utilisées: des armes à énergie directe, des agents chimiques et biologiques, en une sorte d'expérimentation macabre de guerre future dans laquelle on ne respecte rien: ni règles internationales** (de la Convention de Genève aux trai-

tés sur les armes chimiques et biologiques), ni réfugiés, ni hôpitaux et Croix-Rouge, sans parler des civils et de leur avenir, de leurs enfants, de l'environnement, tellement empoisonné qu'y vivre serait sera une condamnation. Bien que les problèmes pour les peuples palestinien et libanais soient nombreux et immédiats, ces observations ne doivent pas laisser indifférents.

Plusieurs appels ont déjà été adressés à et par des experts et chercheurs scientifiques pour faire toute la lumière sur ces événements, Nous avons décidé de répondre à ces appels, en mettant à disposition nos expériences, connaissances et compétences scientifiques.

**Nous sommes en train de nous organiser pour apporter un soutien aux institutions sanitaires libanaises et palestiniennes qui demandent une aide et des vérifications.** Nous examinons tous les témoignages et les preuves déjà recueillis, avec d'autres experts, pour formuler des hypothèses d'enquête qui puissent être soumises à vérification. Nous demandons une intervention des institutions scientifiques qui nous représentent et qui ont le devoir d'être vigilantes et d'intervenir dans des cas comme celui-ci.

Nous soutenons la requête provenant de plusieurs parties, et en particulier des médecins des zones du conflit, **pour que l'ONU constitue une commission internationale et indépendante des gouvernements pour vérifier sur le terrain les accusations d'usage d'armes de nouveau type et de destruction de masse par Israël.** Nous demandons avec force que soit immédiatement déclenchées des procédures pour garantir que les échantillons biologiques prélevés sur les victimes soient préservés dans des conditions adéquates pour être examinés scientifiquement.

Nous demandons ainsi que cette commission internationale ait accès à toutes les sources disponibles, qu'elle soit opérationnelle et respecte les procédures de contrôle croisé par différents laboratoires, qui sont la règle dans la « science civile », portant ainsi l'affaire devant les autorités compétentes, y compris le Tribunal pour les droits de l'homme et les cours de justice internationales. (...)

Nous nous adressons à tous les chercheurs et chercheuses afin qu'ils contribuent à ce travail en apportant leurs compétences scientifiques et leur aide concrète. En particulier les toxicologues, chimistes, pharmaciens, anatomopathologistes et médecins experts en brûlures et traumatismes sont invités à envoyer leur email à l'adresse que nous avons créée dans cet objectif: [nuovearmi@gmail.com](mailto:nuovearmi@gmail.com).

**Angela Baracca, Paola Manduca, Monica Zoppé**

JAB  
1211 Genève 8  
PP (Journal)  
CH-1211 Genève 8